



Présidence de la République
COMMISSION NATIONALE ANTI-CORRUPTION
CONAC
 Presidency of the Republic
NATIONAL ANTI-CORRUPTION COMMISSION



Excellence,
 En ce jour où le peuple camerounais commémore le 40^{ème} anniversaire de votre accession à la Magistrature Suprême, la Commission Nationale Anti-corruption, CONAC, vous remercie pour votre engagement total à combattre la corruption ainsi que pour votre appui constant et inébranlable à l'Institution.

Sous votre impulsion permanente et avec le soutien du peuple camerounais la CONAC, dans ses missions de prévention, d'investigation et de coopération avec toutes les parties prenantes dans le domaine de la lutte contre la corruption, continuera d'œuvrer pour faire du Cameroun un pays où l'intégrité constitue une valeur capitale pour tout citoyen.

Joyeux anniversaire, Monsieur le Président de la République!

Dieudonné MASSI GAMS
 Président de la CONAC

Your Excellency,

On this day when Cameroonians are commemorating the 40th anniversary of your accession to the helm of the State, the National Anti-Corruption Commission, CONAC, appreciates your total commitment to combat corruption and lauds your unwavering support to the Institution.

Under your permanent impulse and with the support of the population, CONAC through its missions of preventing corruption, investigating acts of corruption and cooperating with all stakeholders in the domain, will continue to work for a Cameroon where integrity will constitute a watchword to every citizen.

Happy Anniversary, Mr President of the Republic!

Dieudonné MASSI GAMS
 Chairman of CONAC

Siège/Headquarters: Palais des Congrès de Yaoundé / Yaounde Conference Centre

Ligne verte/Hotline: 1517; WhatsApp: 658 26 26 82; Site web/Website: www.conac.cm; Email: info@conac.cm

Tél : 237 222 20 37 27 / 222 20 37 32 ; Fax : 22 20 37 30 ; B.P : 33 200 Yaoundé

CONAC NEWSLETTER

Bulletin bilingue mensuel d'information de la Commission Nationale Anti-Corruption
 Tél : 222 20 37 32 Fax : 222 20 37 30
 Ligne Verte: 1517 / BP 33 200 Yaoundé
 info@conac.cm, www.conac.cm

Directeur de Publication
 Rév. Dr. Dieudonné MASSI GAMS

Directeur de Publication Délégué
 Pr. François ANOUKAHA

Conseil Editorial
 NGALLE EYOUM

Rédacteur en chef
 Irene MORIKANG TCHE

Rédaction

Irene MORIKANG TCHE
 Richard FEGUE EKANI, Benjamin FOUA EFFA,
 Anselme NDOPATA, Jacques TCHENEM VANDOU,
 William ITOE TITI, Miranda ATAM

Secrétariat
 Eunice BIH F. AZIE-Corine NGONGA
 Simon Pierre NTAP

Impression
 Régie / CONAC



CONAC
NEWSLETTER
 Bulletin bilingue d'information de la Commission Nationale Anti-Corruption

Tél: 222 20 37 32, 658 262 682, 651 649 194 • Fax: 222 20 37 30 • Hotline: 1517

B.P./P.O Box : 33 200 Yaoundé

Website : www.conac.cm



Mailto : info@conac.cm

LA CONAC PUBLIE LA SITUATION DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION AU CAMEROUN EN 2021

Elle est contenue dans le Rapport sur l'état de la lutte contre la corruption au Cameroun en 2021, élaborée à la haute attention du Président de la République et publiée le 10 novembre 2022 à Yaoundé.



En exécution des dispositions de l'article 24 alinéa 4 de son texte organique, la Commission Nationale Anti-Corruption a rendu public, le 10 novembre 2022, le Rapport sur l'état de la lutte contre la corruption au Cameroun en 2021, élaboré à la haute attention du Président de la République.

La cérémonie solennelle de présentation dudit Rapport a eu lieu à l'Hôtel Mont-Fébé de Yaoundé, sous la présidence du Rév. Dr. Dieudonné MASSI GAMS, Président de la CONAC. Les membres du Parlement, le Premier Ministre, le Président du Conseil Economique et Social, le Président du Conseil Constitutionnel, le Premier Président de la Cour



Le Président saluant les participants dont la MINPROFF

Suprême, les Membres du Gouvernement, les Recteurs des Universités d'Etat, le Président du Tribunal Criminel Spécial, les dirigeants des Entreprises et Etablissements Publics, les Président des Conseils Régionaux, les Maires de Ville, les représentants des

Partis Politiques et Organisations de la Société Civile ainsi que les Médias ont été invités à la cérémonie. Au total, environ cinq cent personnes ont pris part à l'événement.

Pendant une heure, le Président de la CONAC, Rév. Dr Dieudonné MASSI GAMS, a



Photo de famille à l'issue de la cérémonie

présenté au public la substance du document de 233 pages, notamment les entités ayant contribué à l'élaboration du Rapport, le préjudice financier subi par l'Etat du Cameroun en 2021 et les recommandations de la CONAC en vue du renforcement de la lutte contre la

corruption.

La cérémonie a pris fin avec la remise des copies du Rapport aux participants. Les représentants des pouvoirs Exécutif, Législatif et Judiciaire ont reçu leurs copies des mains du Président de la CONAC. JTV

A BITTER PILL

Close to 44 billion FCFA, drained from the State of Cameroon by corruption within the year 2021.

Cameroon's 2021 Anti-Corruption Status Report was presented to the public on Thursday, November 10, 2022, at the Yaounde Mount Fébe Hotel, during a heavily attended ceremony presided over by the Chairman of the National Anti-Corruption Commission, Rev. Dr. Dieudonné MASSI GAMS. The most bitter pill to swallow is the close to 44 billion FCFA, drained from the

State by corruption within the year. The whopping sum, doubles the financial damage caused by corruption in 2020, which went slightly above Fcfa 17.5 billion.

According to the Report, the financial prejudice suffered by the State is summed from investigations carried out by the National Anti-Corruption, as well as decision of the Budgetary and Finance Disciplinary Council and the Special Criminal Court.

The 2021 Anti-Corruption Report also reveals that the rate of corruption increased in some key Ministries, including the Ministry of Public Health, Education, Justice, Finance, Transport, Decentralisation and Local Development, Trade and the

Ministry of State Property and Land Tenure. Forces of Law and Order also hit the mark of the most corrupt in 2021.

The CONAC 2021 report sizes up contributions made by Control and Regulatory Bodies including Government Ministries, Public and Private Institutions in the Fight against Corruption in the Country. A Major innovation in the 201-page document is the participation of some six private companies in the mining sector, which gave input to the Report.

The CONAC Report, equally presents major activities carried out by the Commission in Prevention, Investigation and Cooperation, within the period under review.

WTI

"HUGE FINANCIAL LOSSES TO THE STATE"

Excerpts of the speech of the Chairman of CONAC while presenting the 2021 Anti-corruption Status Report of Cameroon.

"On the basis of the activities carried out by Control Institutions and Courts in 2021, it is clear that corruption and related offences continue to cause enormous damage to our country, thereby jeopardising our efforts to achieve development. The total amount of this damage is CFA 43,947,794,138 (forty-three billion nine hundred and forty-seven million seven hundred and ninety-four thousand one hundred and thirty-eight) francs, according to the investigations carried out by CONAC as

well as the decisions of the Budgetary and Finance Disciplinary Council and the Special Criminal Court. It was CFA 17 611 274 184 (seventeen billion six hundred and eleven million two hundred and seventy-four thousand one hundred and eighty-four) francs in 2020, an increase of CFA 26 336 519 954 (twenty-six billion three hundred and thirty-six million five hundred and nineteen thousand nine hundred and fifty-four) francs".

DIS « NON » A LA CORRUPTION, CHAQUE « NON » COMPTE !



Le Président de la CONAC

LES POINTS SAILLANTS

Extraits du discours de Président de la CONAC, le Rév. Dr. Dieudonné MASSI GAMS, lors de la présentation du Rapport sur l'état sur la lutte contre la corruption au Cameroun en 2021.



Une vue des autorités présentes



Une vue des participants

Les Contributions

« Bien qu'il soit moins volumineux que toutes les éditions précédentes, le Rapport 2021 découle de l'exploitation de 96 contributions externes, contre 67 pour l'édition précédente. Cela représente une augmentation de 31 contributions. Au titre des innovations, il convient de relever pour s'en féliciter que 06 Entreprises privées, exerçant dans le champ des Industries Extractives, ont contribué à l'élaboration du présent Rapport.

Il y a également lieu de saluer l'implication des Collectivités Territoriales Décentralisées notamment les Communautés Urbaines et les Mairies dont nous avons reçu 13 contributions. Nous pouvons également nous réjouir de ce que 28 Entreprises Publiques nous ont fait parvenir leur contribution pour ce Rapport. Elles n'étaient que 17 pour l'édition 2020.

Pour le reste, le Rapport sur l'état de la lutte contre la corruption au Cameroun en 2021 a bénéficié des apports de 27 Départements Ministériels, 10 Juridictions, 07 Organisations de la Société Civile, 03 Institutions de Contrôle, 02 Institutions de Régulation et 01 Communauté Religieuse ».

Les administrations les plus dénoncées

« L'ensemble de ces dénonciations démontre que la corruption est particulièrement décriée dans onze Secteurs d'activités, ici classés par ordre alphabétique :

- l'Administration Territoriale ;
- les Collectivités Territoriales Décentralisées ;
- le Commerce ;
- les Domaines et les Affaires Foncières ;
- l'Education ;
- les Finances (Douanes, Impôts, Trésor) ;
- les Forces du Maintien de l'Ordre ;
- les Forêts et la Faune ;
- la Justice ;
- les Transports Routiers ;
- la Santé.

Les pratiques de corruption les plus dénoncées

- le monnayage de la signature de certaines autorités administratives et municipales ;
- la concussion dans la vente des terrains relevant du Domaine privé de l'Etat ;
- l'établissement de faux Titres Foncières ;
- l'arnaque des automobilistes ;
- la corruption lors des concours d'entrée dans certaines Grandes Ecoles ;
- le monnayage des recrutements dans certains établissements scolaires publics ;
- le détournement des fonds de certaines Associations des Parents d'Elèves et Enseignants (APEE) ;
- l'exigence de « pourcentages » pour le paiement des factures ;
- l'exploitation illégale des ressources forestières et fauniques ;
- la partialité dans les décisions rendues par certains Magistrats ;
- la fraude et la corruption lors de la plupart des examens du permis de conduire ;
- le rançonnement et le détournement des malades dans certaines formations hospitalières publiques ;
- la vente illicite des médicaments dans certaines de ces formations ;
- l'arnaque de certains usagers pour l'établissement des Certificats Médicaux ».

Les Sanctions

« Contrairement aux idées reçues, il ressort du Rapport 2021 que les actes et les pratiques de corruption sont réprimés dans notre pays. Cette répression se traduit par les sanctions administratives d'une part et les condamnations prononcées par les juridictions compétentes d'autre part.

S'agissant des sanctions administratives, elles ont été infligées à 865 agents publics exerçant dans les Départements Ministériels et les Entreprises Publiques. Ces sanctions vont de l'avertissement au li-

ciement. Il convient de signaler le cas de la Cameroon Postal Services (CAMPOST) où 14 agents ont été mis en débet pour un montant de 10 049 947 (dix millions quarante-neuf mille neuf cent quarante-sept) F CFA.

L'on peut aussi s'appesantir sur les 499 agents publics licenciés ou révoqués d'office, pour absence irrégulière, par le Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat dans le cadre de l'opération de Comptage Physique des Personnels de l'Etat (COPPE).

Il y a également lieu de se féliciter que le Ministre des Marchés Publics ait signé une décision portant exclusion, pour une durée de deux ans, de 40 Entreprises pour diverses irrégularités constatées dans l'exécution des Marchés dont elles étaient attributaires.

Pour ce qui est des condamnations, l'on retient du Rapport 2021 que le Conseil de Discipline Budgétaire et Financière (CDBF) a rendu au total 24 décisions, contre 27 en 2020. Ces Décisions concernent des responsables ou d'anciens responsables de 09 administrations publiques.

Sur les 24 personnes mises en cause, 08 ont été reconnues coupables de diverses fautes de gestion. Des amendes spéciales d'un

montant total de 8 800 000 (huit millions huit cent mille) F CFA leur ont été infligées, conformément à la réglementation en la matière.

Certains de ces responsables ont été mis en débet pour un montant total de 600 844 610 (six cent millions huit cent quarante-quatre mille six cent dix) F CFA, représentant le préjudice financier subi par l'Etat du Cameroun dans ces affaires ».

Les perspectives

« Après exploitation des différentes contributions reçues pour l'élaboration du présent rapport, il ressort des perspectives d'ordre stratégique, législatif, structurel et opérationnel.

Sur le plan stratégique, il y a lieu d'accroître les ressources allouées aux Institutions de lutte contre la corruption ainsi qu'aux Cellules et aux différents Comités dédiés à ce combat.

Sur le plan législatif, le processus d'internalisation des instruments juridiques internationaux par l'adoption d'une loi anti-corruption qui pourra :

- criminaliser l'enrichissement illicite ;
- améliorer le dispositif de lutte contre le blanchiment des produits du crime ;
- mieux organiser le gel, la saisie et la confiscation des biens issus de la corruption ;
- mettre en place un dispositif de protection des dénonciateurs ;
- instituer des mécanismes de réparation des préjudices subis par les victimes de la corruption.

Sur le plan structurel, il conviendrait de prendre les mesures nécessaires pour renforcer la gouvernance électronique notamment à travers la dématérialisation de certaines procédures et les paiements électroniques.

Sur le plan opérationnel, il faudra renforcer l'appropriation et la mise en œuvre effective de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption au sein des Administrations Publiques, parapubliques et privées ainsi que dans les Collectivités Territoriales Décentralisées.

L'essor de la lutte contre la corruption au Cameroun passe également par le renforcement de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption dans toutes les structures du pays, l'octroi des ressources conséquentes aux structures chargées de la protection de la fortune publique, la traçabilité des fonds recouvrés au terme des actions de lutte contre la corruption ».

APPRAISALS OF CAMEROON'S 2021 ANTI-CORRUPTION STATUS REPORT

« THE FIGHT AGAINST CORRUPTION IS OUR COMMON STRUGGLE »

NDINAN SESAYBOU, Deputy Director, Action for Development and Empowerment



« Cameroon lost a lot of money in 2021 because of corruption. This is not only CONAC's fight. It is our common struggle. I'm calling on all the population; ordinary citizens, civil servants, the clergy, traditional rulers and members of civil society organisations to get more involved in the fight against corruption in Cameroon. Without fighting corruption, we will not see development. Based on the content of this report, we have to engage more citizens in the fight against corruption. I however recommend that efforts be made to protect those who denounce corruption. Some people are afraid to denounce for security reasons. If the protection is there, they feel free to share their experiences when it comes to corruption. »

« LE CHEMIN PARCOURU EST ENCOURAGEANT »

DITOE LINDOUME, Président de la Cellule de Lutte Contre la Corruption, Chambre d'Agriculture



« Mes impressions après la présentation du Rapport Annuel 2021 de la CONAC sont bonnes. J'ai constaté qu'il y a un enracinement de la lutte contre la corruption au Cameroun et une contribution de toutes les parties prenantes assez appréciable. La CONAC a besoin que tout le monde s'implique d'avantage pour qu'en synergie nous puissions atteindre les objectifs contenus dans le programme gouvernemental de lutte contre la corruption au Cameroun. Beaucoup reste à faire certes mais le chemin parcouru est encourageant. »

« J'ENCOURAGE LA CONAC DANS CETTE LUTTE »

NDOE Marcel, Représentant du Maire de la Ville de Bertoua



« Le Président de la CONAC a fait un brillant exposé et dans son discours nous constatons que des efforts sont menés dans la lutte contre la corruption au Cameroun. A travers ces résultats, que je trouve satisfaisants, je me rends compte que le gouvernement est véritablement impliqué dans cette bataille. La bataille ne peut être efficace qu'avec l'implication de tous. Il est d'autant plus important de souligner que c'est l'interpellation de toutes les couches sociales, partant des administrations jusqu'aux simples citoyens lambda. Je me réjouis du fait que les avancées considérables sont faites et j'encourage la CONAC dans cette lutte qui est certes difficile, mais importante pour l'assainissement des mœurs. »

« CONAC IS DEVOTED TO WHAT IT IS DOING »

KALE, Gaz Du Cameroun.



« It is a good initiative for CONAC to come up and make a proper presentation of its Annual Report. This shows that CONAC is devoted to what it is doing. That is a good progress for us. It is so sad that some Institutions didn't send their report to CONAC because, if they had sent it, we will have had a more comprehensive report. To avoid corruption, the government have to take measures in place which will help people not to be corrupt and of these this measures is the increase of salaries. »

« LA CORRUPTION CAUSE À L'ETAT DU CAMEROUN UN PRÉJUDICE ÉNORME »

BISSALA Isaac, Syndicaliste



« Après la lecture des chiffres par le Président de la CONAC dans son discours, nous constatons que la corruption cause à l'Etat du Cameroun un préjudice énorme. Cette augmentation est très alarmante contrairement à 2020. La corruption est la principale cause de pauvreté dans notre pays. En effet, les fonds qui devraient être utilisés pour le développement du Cameroun ont été distraits par certains individus et la majorité des Camerounais en souffrent. Les rencontres de ce genre sont très importantes mais il faudrait que cela ait des effets dans le futur. »

« LA CONAC DEVRAIT ÊTRE ACCOMPAGNÉE PAR TOUS LES ACTEURS »

Dr. KOUMBIO Emmanuel Christian, Cadre au Ministère des Mines.



« Les actions que mène la CONAC rentrent en droite ligne avec la volonté du Chef de l'Etat à savoir la lutte efficace contre la corruption. Dans une société qui se veut moderne et qui se veut davantage démocratique, il faut bien que les actions fortes comme celles que mène la CONAC au quotidien soient mises en exergue. La CONAC devrait être accompagnée par tous les acteurs chacun à son niveau pour éradiquer de manière durable cette gangrène sociale. La CONAC devrait d'avantage sensibiliser l'opinion publique, sensibiliser les citoyens camerounais afin qu'ils posent des actions citoyennes chacun à son niveau. La corruption est un problème social. Je pense que si on est bien sensibilisé, si on est bien éduqué, on n'aura plus affaire à ces chiffres préoccupants. »

« LA CONAC EST SUR LE BON CHEMIN »

NOUTSHA Parfait, Représentant de la Chambre de Commerce



« Nous avons compris qu'il y a des nettes améliorations depuis la création de la CONAC. La plupart des Camerounais ont compris que la corruption détruit notre pays. La CONAC fait beaucoup en ce qui concerne le développement des affaires au Cameroun et le partage des richesses. Aujourd'hui, la CONAC est sur le bon chemin et je ne peux que souhaiter qu'elle continue à œuvrer dans cette action et que la corruption au Cameroun soit réduite à sa plus simple expression. »

« CE RAPPORT MONTRE UN TRAVAIL MÉTICULEUX ET PRÉCIS »

Rév. Dr. SHOUBO André, Président de Jeunesse Sans Corruption.



« La qualité de ce rapport est élevé par rapport à celui de l'année dernière. Ce Rapport montre un travail méticuleux et précis. Ce que nous déplorons comme membre de la société civile est le fait que la CONAC n'a pas des démembrements sur toute l'étendue du territoire national. Si cela avait été le cas, le phénomène de corruption serait plus amoindri que ce que nous avons aujourd'hui. Notre désir est de nous impliquer de plus en plus pour que demain soit meilleur et que l'image de notre pays change véritablement par un comportement sain. Au niveau de l'église, nous avons une commission éthique et intégrité et nous motivons tous les membres à vivre une vie d'intégrité et à être des acteurs potentiels de la lutte contre la corruption. »